

<http://www.snetap-fsu.fr/Un-pacte-sans-ambition.html>



# Un pacte sans ambition !

- Nos Actions - Archives - 2009-10 Archives - Automne 2009 - Assises de l'EAP -

Date de mise en ligne : lundi 18 janvier 2010

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

# Un pacte sans ambition, pour un enseignement public qui continue de souffrir

Malgré un semblant de moratoire sur les suppressions d'emplois, la rentrée 2010 en préparation s'annonce d'ores et déjà difficile.

- **Le moratoire affiché par le Ministre est un leurre** puisqu'il ne sera effectif qu'au prix de la dégradation de la formation des stagiaires externes, qui seront mis en responsabilité devant les classes sans formation préalable.
- La rentrée s'annonce difficile car, là où les décisions ont déjà été dévoilées, elles montrent, dans le service public, la **poursuite des politiques de fermetures de classes et de plafonnement des effectifs.**
- La poursuite de la réforme de la voie professionnelle confirme les craintes que nous avons de voir disparaître la possibilité, pour les jeunes qui en auraient besoin, de pouvoir suivre un cursus en 4 ans. Enfin, les premières informations sur l'évolution des structures à la rentrée montrent que **l'enseignement privé est à nouveau largement favorisé.**
- Nous sommes **très loin de l'exigence que nous avons portée tout au long des assises (de septembre à décembre 2009) d'une véritable priorité à donner à l'enseignement agricole public.**
- Le peu d'ambition des 60 mesures du « pacte renouvelé » qui a conclu ces assises est d'ailleurs le signe que la politique de régression du service public est toujours à l'½uvre.
- Une première traduction : **le nombre de postes ouverts aux concours enseignants 2010.**  
Si le nombre a bien augmenté d'environ 25%, il reste néanmoins presque 2 fois inférieur aux besoins pour remplacer les départs en retraite, et le nombre de poste au concours interne est insignifiant au regard du nombre de contractuels à titulariser.
- Une des mesures est d'ailleurs symptomatique de ce manque d'ambition : celle qui préconise de « faire évoluer la dénomination » de l'enseignement agricole. Le véritable mal dont souffre l'enseignement agricole public tient-il vraiment à sa dénomination ? **Les réformes menées tambour battant, sans autre cohérence que celle qui vise à économiser des emplois publics, ne ternissent elles pas plus l'image de l'enseignement agricole que son nom ?**
- L'incapacité dans laquelle il est maintenu de pouvoir assurer ses différentes missions ne le rend-elle pas plus invisible sur le terrain que sa dénomination « enseignement agricole » ?
- Enfin, **ce fameux pacte est particulièrement muet sur la question des [CFA](#) et [CFPPA](#), sur les personnels [TOS](#), et peu disert sur l'enseignement supérieur agricole.**
- Mais comment aurait-il pu en être autrement quand **le ministre qui a conduit ces assises assume pleinement son appartenance et sa solidarité envers un gouvernement qui n'a de cesse que de casser les services publics, de détricoter le statut de ses personnels et de briser les solidarités (protection sociale, retraites, ...).**

**Dans ce contexte, il est indispensable d'assurer la réussite de la journée de grève interprofessionnelle et**

**largement unitaire du 23 mars. Elle doit être l'occasion d'exiger du gouvernement l'arrêt de cette politique qui détruit les solidarités au profit des intérêts d'un petit nombre.**

Jean-Marie LE BOITEUX

Secrétaire Général